

Rezensionen / recensions / recensioni

Frenay, M. & Dumay, X. (Éd.). (2007). *Un enseignement démocratique de masse. Une réalité qui reste à inventer*. Louvain: Presses universitaires de Louvain et Girsef. 419 pages.

Depuis un certain temps déjà, les chercheurs en éducation constatent l'inaboutissement du processus de démocratisation des études. Si dans les textes et les intentions, chaque enfant, chaque élève, quelle que soit son origine socioculturelle, peut bénéficier des bienfaits de l'école publique (et gratuite) amenée par l'avènement des régimes démocratiques au 19^e siècle, dans les faits, il n'en va pas de même. Les mécanismes sociaux décrits par Bourdieu et Passeron dans les années 1970 sont toujours à l'œuvre et produisent les mêmes effets que ceux qui avaient été identifiés alors. L'ouverture de l'accès aux études pour tous a, d'abord et surtout, ouvert la voie de la massification scolaire. Des élèves, venus de tous horizons sociaux et culturels, composent les classes désormais hétérogènes: ceux qui, nombreux, ne bénéficient d'aucun *capital* de départ, ou de si peu, côtoient ceux pour qui l'école secondaire avait été initialement conçue en tant que préparation aux études plus longues. L'hétérogénéité socioculturelle a envahi les classes dont l'organisation ni la structure n'ont été adaptées aux caractéristiques de leur nouveau public. Elle rend difficile la réalisation concrète des promesses de démocratisation scolaire. Avec une grande lucidité, Dubet et Duru-Bellat (2000)¹ notamment ont analysé les raisons de cet échec par rapport à la situation française et aux difficultés qu'y rencontre le collège.

L'ouvrage coordonné par Marianne Frenay et Xavier Dumay «*Un enseignement démocratique de masse. Une réalité qui reste à inventer*», issu pour l'essentiel des contributions d'un colloque organisé par le Girsef (Groupe interfacultaire de recherches sur les systèmes d'éducation et de formation de l'Université de Louvain-la-Neuve en Belgique), reprend la question pour la traiter à partir de données issues d'autres régions et à partir de différents cadres théoriques et traitements méthodologiques.

Dans le chapitre introductif de ce volumineux ouvrage, Dupriez et Verhoeven, qui questionnent sans concession la démocratisation de l'école publique, reviennent sur son histoire: le *droit à l'éducation* s'est aujourd'hui mué en *revendication d'égalité des résultats*, au service à l'idéal de *l'égalité des chances*. Du droit pour tous à l'école (1850) à la même école pour tous (1920) puis aux politiques compensatoires (1970) et aux politiques éducatives d'aujourd'hui qui embouchent elles aussi les trompettes de la démocratisation scolaire en prônant l'approche par compétences, le constat que posent les chercheurs est finalement pessimiste: «En ignorant le caractère socialement situé des pratiques pédagogiques encouragées par la réformes, pourtant potentiellement émancipatrices, le politique court en réalité le risque de remplacer un outil de distinction sociale par un autre». D'autre part, les positionnements inégaux des établissements sur

le marché scolaire «loin d'œuvrer dans le sens d'une égalisation des chances ou des résultats, se convertissent en 'marqueurs négatifs' des établissements – en 'pédagogies des perdants'. À l'inverse, les pratiques pédagogiques traditionnelles font office de marqueurs de distinction (attractifs) auprès des familles» (p. 41). Les effets des logiques de quasi-marché encouragent les logiques de distinction ou de spécialisation des établissements: de fait, l'égalisation des conditions d'éducation est abandonnée.

Aucune contribution de l'ouvrage ne vient démentir le constat. Les travaux, bien documentés, appuyés sur des dispositifs statistiques explicites, explorent différentes facettes des processus qui se jouent à l'école et participent à la ségrégation scolaire et à ses effets inégalitaires. Les données ont été collectées majoritairement en Communauté française de Belgique (CFB) mais aussi, dans un effort comparatif stimulant, dans d'autres régions telles la France, le Québec, la Hongrie, l'Angleterre et le Portugal. C'est que la problématique ne connaît pas de frontière ni géographique ni culturelle; elle est caractéristique d'un défi majeur que doivent (ou devraient) relever les politiques éducatives du monde occidentalisé.

Qu'est-ce que au juste que ce principe *d'égalité*? Dupriez, Verhoeven et Oriane, puis Vandengerghes tentent d'élucider les référents normatifs justificateurs du principe d'égalité et de la notion d'égalitarisme, d'explicitier l'injustice de la réalité des inégalités héritées et l'acceptation possible de celles qui sont liées à la responsabilité individuelle. L'établissement est au cœur des questions traitées dans une seconde partie de l'ouvrage: Dupriez et Dumay analysent, dans un traitement secondaire de la base de données internationale PISA 2000, le rôle de l'établissement comme élément des écarts de performance scolaire au sein des systèmes éducatifs. Letor s'intéresse aux modalités d'organisation et de mise en œuvre du travail collaboratif dans les établissements afin d'identifier les facteurs favorables à l'évolution des pratiques des enseignants. Draelents montre dans son article comment les contextes locaux, et plus précisément les logiques d'action internes et externes donnent lieu à des traductions fort différentes des réformes: la non prise en compte des acteurs individuels ou collectifs sont, pour le chercheur, un facteur important des obstacles au changement.

La logique de quasi-marché est analysée ensuite par Maroy à partir de l'analyse comparée de six espaces d'interdépendance entre écoles situées en milieu urbain à Budapest, Charleroi, Créteil, Lille, Lisbonne et Londres. Son constat est préoccupant: fort des solides données récoltées et analysées, le chercheur invite les politiques éducatives à «agir à un niveau inter-organisationnel et inter-institutionnel, afin d'agir contre les effets ségrégatifs et inégalitaire que produit très souvent la compétition entre établissements» (p. 154). Vandengerghes et Waltenberghe se centrent eux plus spécifiquement sur la ségrégation spatiale et scolaire des publics de la CFB. Les analyses qu'ils effectuent ne permettent pas de distinguer des tendances fortes qui auraient permis de s'orienter clairement pour comprendre, voire anticiper les processus en cours.

Trois contributions (Andre & Mattart; Donnay; Frenay, Boudrenghien,

Dayez & Paul) se penchent ensuite sur les élèves et leur vécu scolaire, en particulier par rapport aux filières dites de ségrégation. Une autre série de contributions explorent des dispositifs pédagogiques et l'exploration de leurs effets sur les inégalités et la motivation des élèves (Mangez; Paul, Frenay & Dayez; Frenay, Galand & Bourgeois). Enfin, l'après-école et l'insertion des jeunes peu qualifiés sur le marché du travail est interrogé par Orianne et Moulared pour la CFB et Favarque pour la France.

L'ouvrage conclut en mettant en dialogue deux chercheurs belges, L. Paquay et P. Jamotte, avec le québécois C. Gauthier dont les écrits à propos des *pédagogies efficaces*, publiés notamment en 2005 et 2006², ont créé des remous assez forts dans la communauté des chercheurs en éducation. Si l'émotion est à présent quelque peu retombée, celles et ceux qui ont suivi la controverse seront intéressés à prendre connaissance de ces chapitres. Les chercheurs y avancent des arguments hautement rationnels, citations et références d'experts à l'appui, sans se priver de livrer leur propre analyse de la situation et de réfuter les thèses qui leur semblent peu ou mal fondées. Arguments de Gauthier, contre-arguments de Paquay et de Jamotte et réponse du premier: le débat n'est pourtant pas clos – et de loin. Force est de constater que sur la question difficile (sur laquelle tout le monde s'accorde) de l'enseignement démocratique de masse (car c'est bien de *masse* dont il s'agit aujourd'hui) auquel chaque élève a droit et qui est sensé lui garantir qu'il pourra s'insérer dans notre société contemporaine, les chercheurs, pas plus que les politiciens, ne parviennent à trouver un consensus à propos des dispositifs dont l'efficacité, mise à l'épreuve de la réalité, pourrait être avérée. Si finalement le discours de dénonciation rassemble, les voix qui proposent des pistes pour résoudre le problème sont, isolées chacune dans la logique propre de leur rationalité limitée, bien dissonantes.

Les chercheurs, les formateurs d'enseignants, les enseignants, les cadres scolaires comme les représentants du monde politique au-delà de la CFB trouveront, dans cet ouvrage, bien des éléments pertinents pour nourrir leur réflexion par rapport à ce défi essentiel qui reste à relever, celui d'une réelle démocratisation, pour tous, de l'enseignement.

Notes

- 1 Dubet, F. & Duru-Bellat, M. (2000). *L'hypocrisie scolaire. Pour un collège enfin démocratique*. Paris: Seuil, L'épreuve des faits.
- 2 Pour les références bibliographiques exactes, voir la bibliographie des articles de Gauthier et Paquay dans cet ouvrage.

Ont contribué à l'ouvrage (par ordre alphabétique): G. Andre, G. Boudrenghien, E. Bourgeois, J.-B. Dayez, J.-Y. Donnay, H. Draelants, X. Dumay, V. Dupriez, N. Favarque, M. Frenay, B. Galand, C. Gauthier, P. Jamotte, C. Letor, E. Mangez, C. Maroy, C. Mattart, J.-F. Orianne, L. Paquay, C. Paul, V. Vandengergh, M. Verhoeven, F. Waltenbergh.

Danièle Périsset Bagnoud, Haute école pédagogique du Valais